

2

.1.2

" :

1948

"

)

(

.(184)[65]

() 1950
) 1993

.(

.1970 " "

.

.1.1.2

" "

.1951/05/28

.

1993 ()

.

" "

41

.

.

78 73

.1978/04/14

()

.

79

.

"

"

.1948/02/12

"

"

"

"

.(96-95)[66]

."

"

.

.1.1.1.2

1951

" :

"

« Les principes qui sont à la base de la convention sur le génocide sont des principes reconnus par les nations civilisées comme obligeant les Etats .(23)[67]même en dehors de tout lien conventionnel »,

.

"

"

.(186)[56]

1970 " "

" :

"

« Les principes consacrés par la convention sont des droits et
.(32)[56] obligations *erga omnes* »

1996/07/11

31 .

• "

" :

« Les principes consacrés par la convention sont des droits et
.obligations *erga omnes* » ,

" : 1997/12/17

« Considérant que la Bosnie-Herzégovine a rappelé a juste titre le
caractère *erga omnes* des obligations découlant de la convention sur le

génocide et que les parties ont reconnu à bon droit qu'en aucun cas une violation de la convention ne pourrait servir d'excuse à une autre violation de .(31)[56]"celle-ci »,

" " .(186)[56]

.(709)[68]

.2.1.1.2

|| || ||

11

•

•

•

.1993

23

1996/07/11

.(257)[69]

•

.(497)[70]

11

9 " : 1996/07/11

$$\begin{array}{c} \parallel \\ \bullet \\ \bullet \end{array}$$

3

4

11

« L'article IX de la convention sur le génocide n'exclut aucune forme
 « la responsabilité d'un Etat pour le fait de de responsabilité de l'Etat »,
 la convention, ses organes n'est pas d'avantage exclu par l'article IV de
 qui envisage la commission d'un acte de génocide par des gouvernants ou
 .(32)[65]des fonctionnaires »

"Kreca "

.(772.769)[66]

"

"

.(182)[71]

.

.(184)[3]

.

" ;

()

.(345)[69]"

.

.2.1.2

)

.

.(

.

.(175)[69]

.(102)[35]

.1.2.1.2

"Radislav "

2001 Krstic

.1951

19

.1969

[03].1951

"Krstic"

) "Drina "

(

"Krstic " . "

.[14] 46

III

" "

.1995

11

" "

" "

(3 2)

.1951

:

:

.

" Krstic"

32 31

.

.

.

.2.2.1.2

"Jean Paul Akayesu"

(130)[35]

I

1998

1951

" Nottebohm "

.1955-1951

" " " "

"Nottobohm"

[72]

I

"Akayesu "

":

[14] " Nottebohm"

1

"

« Une collectivité de personnes perçue comme partageant un
et ayant certains droits et engagement légal basé sur la citoyenneté
.(4)[56] obligations »

.[73]

.

.

.2.2

.

...

.

.

.1.2.2

.

.

.

1948

"

"

.1986

1984

"Contras"

.1996

2004

9

.1.1.2.2

: 1949

" "

)

(...

.(38-37)[74]

":

1996

"

« En principe, le droit de ne pas être arbitrairement privé de la vie vaut aussi pendant des hostilités. C'est toutefois, en pareil cas, à la *lex specialis* applicable, à savoir le droit applicable dans les conflits armés, conçu pour régir la conduite des hostilités, qu'il appartient de déterminer ce qui constitue .(25)[07]une privation arbitraire de la vie »,

.(6)[75]

3

1949

)

03

1977

:(

.1 :

.

- :

-

-

-

- .

.

.

.

" "

.

1907

1864

.(168)[76]

.1977

...

" : 1996

"

«Tous les États sont liés par celles des règles (...) qui ne représentaient, que l'expression du droit coutumier au moment de leur adoption, .(37)[77] préexistant »

1986

... ":

" "

.

" " " "

" "

.

"

.

« ...Même prépondérante ou décisive, la participation des Etats-Unis à l'organisation. à la formation . à l'équipement. Au financement et à l'approvisionnement des contras. à la sélection de leurs objectifs militaires ou paramilitaires et à la planification de toute leurs opérations demeure insuffisante en elle même d'après les informations dont la Cour dispose, pour que puissent être attribués aux Etats-Unis les actes commis par les contras au cours de leurs opérations militaires ou paramilitaires au Nicaragua .Toute les modalités de participation des Etats-Unis qui viennent d'être mentionnées et même contrôle général exercé par eux sur une force extrêmement dépendante à leur égard. Ne signifierait pas pour eux-mêmes, sans preuve complémentaire que les Etats-Unis aient ordonné ou imposé la perpétration d'actes contraires au droits de l'homme et au droit humanitaire allégués par

l'Etat demandeur .ces actes auraient fort bien pu être commis par des membres de la force contra en dehors du contrôle des Etats-Unis pour que la responsabilité juridique de ses derniers soit engagée, il devrait être établi qu'il avait le control effectif des opérations militaires et paramilitaires au cours .(558)[56] desquelles les violations en questions se seraient produites »

.(241)[78] "

" "

" "

" "

.2.1.2.2

1986 1949 " " [79]

.1996

|| . || ||

II II

11

II II

1986

|| || || ||

« La Cour constate que l'obligation, à charge de l'Etat riverain d'un détroit , d'avertir les navires que ce détroit est miné , repose non sur la convention VIII de la Haye qui n'est applicable qu'en temps de guerre mais sur certains principes généraux et bien reconnus , tels que les considérations élémentaires d'humanité , plus absolus encore en temps de paix qu'en temps de guerre , le principe de la liberté des communications et l'obligation pour tout Etat, de ne pas laisser utiliser son territoire aux fins d'actes contraires aux droits d'autres Etats », « Certaines dispositions de la VIII convention de la Haye de 1907 et l'art.3 commun aux conventions de Genève de 1949représente l'expression concrète de principes généraux de droit humanitaire », .(59.58.57.56.54.53)[87]

1996

•

: -1

.

" "

": .48 1977

.

.

« Les parties au conflits doivent en tout temps faire la distinction entre la population civile et les combattants ainsi qu'entre les biens de caractère civil et les objectifs militaires et, par conséquent. ne diriger leurs .[80]"opérations que contre des objectifs militaires »

" "

" :

."

: -2

"principe cardinal" "

.

" " " .

"

.

: -3

.

.(54)[87]

:

.

1907

1899

"

"

"

"

1977

"

"

.

.

.(48)[08]

.

TNP

6

":

"

"

"

.

.[81]

1986

" "

:()

.

.(114)[96]

) 1907

.[82]

(

.

.2.2.2

"

15

".

".

"

.

: [83]

.

. [84]

:

.

.

1875 8

"Gustave Moyenier ":

."Charles Calvo " " Pascale Mancini"

.

1904

. [85]

.1.2.2.2

II

"Dusko Tadic"

"

"

1997

.1992

"

"

"

"

1986

II

Tadic

1999

II

.(115.114.113.112.111.110.109.108.107)[35]

"Zlatko Aleksovski "

1999/06/25

) "Zoran Kuperskic"

," Drago Josipovic" Vlatko Kuperskic ", "Mirjan Kuperskic

("Dragan Papic "Vladimir Santic

1993/04/16 "Ahmici "

3 ") 5 (II . : - . . 1996 . 1970 " " " . [14]" .2.2.2.2

«L'obligation générale qu'ont les Etats de veiller à ce que les activités exercées dans les limites de leur juridiction ou sous leur contrôle respectent l'environnement dans d'autres Etats ou dans des zones ne relevant d'aucune juridiction nationale fait maintenant partie du corps des règles du droit international de l'environnement.»

.

.55

2001/10/12

55/33

"

"

:

"

"

6

1995

.

.

.1996

20 14

[87].

1949 " "

"

"

3

1949 " "

... " :

"

«L'obligation consacrée à l'article 1 commun aux conventions de Genève de respecter les conventions et toutes circonstances découle de principes généraux du droit humanitaire coutumier», « L'article 3 commun aux conventions de Genève de 1949 reflète des considérations élémentaires d'humanité et selon lesquelles les règles fondamentales du droit humanitaire applicables dans les conflits armés s'imposent...à tous les Etats, qu'ils aient ou non ratifié les instruments conventionnels qui les expriment, parce

qu'elles constituent des principes intransgressibles du droit international
[70] coutumier»

:

-1

-2

-3

-4

-5

-6

.(275)[88]

.3.2

2625

1970 (XXV)

. 1973 3314

.

.1.3.2



1975

1949 " "

. " " .1986

" "

" "

. [89]

" "

.

3314

.

" "

)

(

.

" " .1.1.3.2

1970

":

."

.

3314

1975

":

2

1

"

"

"

"

"

"

"

.

.(10)[58]

.

1514

(1970)

1514

.(536)[90]

" "

" "

":

."

()

1986

"

"

...

«Le prétendu droit d'intervention qui ne peut être envisagé par elle que comme la manifestation d'une politique de force politique qui, dans le passé, a donné lieu aux abus les plus graves et qui ne saurait quelles que soient les défiances présentées par l'organisation internationale, trouver aucune place dans le droit international», «les Etats-Unis ont violés l'obligation que leur impose le droit international coutumier de ne pas intervenir dans les affaires d'un autre Etat, de ne pas recourir à la force contre un autre Etat...ou de porter atteinte à la souveraineté d'un autre Etat»
 .(152.151)[56]

(La contrainte)

":

()

."

.(17.16.15.14.13)[94]

1970/10/24

(XXV)2625

":

.

1986

"

_ "

« Aucun Etat membre ou groupe d'Etats n'a le droit d'intervenir directement ou indirectement , pour quelque raison que ce soit, dans les affaires intérieures ou extérieures d'un autre Etat .en conséquence ,non seulement l'intervention armée, mais aussi toute autre forme d'ingérence »,

« L'effet de consentement au texte de telles résolutions ne peut être interprété comme celui d'un simple rappel ou d'une simple spécification de l'engagement conventionnel pris dans la charte mais il peut au contraire s'interpréter comme une adhésion à la valeur de la règle ou de la série des .(93-92)[91] règles énoncées par la résolution et prise en elles-mêmes

"

"

"

"

1933/12/26

1975

(OSCE)

" :

"

« A prohibited intervention must accordingly be one bearing on matters in which each state is permitted , by the principle of state sovereignty, to decide freely. One of these is the choice of a political , economic social, and cultural system and the formation of their foreign .(179-178)[92] relations »

.2.1.3.2

:

:

:

":

"Welstake"

"

.

"

"

"

"

51

"

"

":

.

"

.

":

.

"

.

« Dans le droit international en vigueur aujourd'hui, qu'il s'agisse de droit international coutumier ou du système des Nations Unies, les Etats n'ont aucun droit de riposte armée collective à des fins ne constituant pas une .(97.96)[65] agression armée »

51

« L'état de nécessité constitue une cause, reconnue par le droit international coutumier, qui ne peut être invoqué[e] qu'à certaines conditions, strictement définies, qui doivent être cumulativement réunies, l'une de ces conditions étant que le fait incriminé doit constituer pour l'Etat le seul moyen .[08] de protéger un intérêt essentiel contre un péril grave et imminent»

(29-)3314

.(171)[90]

1996

.(50)[08]

»

« La protection des droits de l'homme, vu son caractère strictement humanitaire, n'est en aucune façon compatible avec le minage de ports, la destruction d'installations pétrolières, ou encore l'entraînement, l'armement [70] ou l'équipement des contras »

» :

»

« L'emploi de la force ne saurait être la méthode appropriée pour [70] vérifier et assurer le respect de ces droits »

.

.

.

.2.3.2

.1.2.3.2

1986

1986

"

41/31

:

1986

27

"

.

.

" "

.[07]

(42/18) 1987

1989

(43/11) 1988

.[24](44/43)

1991

.

.

.2.2.3.2

.
 .
 " "
 .
 .
 " "
 " "
 .

.(498-497)[93]

.

.

.

. [34]

.4.2

)

(

:

."Yerodia"

" "

“ ” .1.4.2

“ ” “ ”

· ·

“ ” “ ” “ ”

.1.1.4.2

1975 7

“ ” 650.000 200000

.1970

(1975) 348

(XXX)3485

1975/12/12

[07]. 24

·

1991/08/22

"Administrante Puissance "

Kelp

1995 30

"Principe de l'Or Monétaire" "

1954 15

1943

[07].

.

- . " "

.

" : " Oda "

"

.

.

(227-213)[39].

" " .2.1.4.2

"

"

" Pan American "

31

"

"

"

"

"

"

" "

11 259

1988

1991/11/14

"

"

"

"

.

1992

3

1971

.

.

748

.

1992

4

:

-1

.

.

-2

748

.

-3

748 731

748

-4

748

...

...

(81-11)[49]

" " .2.4.2

" "

1996

" "

2000

.2002

.

.1.2.4.2

1993 14

2 96

1996/08/08

.

" :

(23-22)[59]."

.

7

" "

7

"

".

.

.

(23-22)[49]

.

"

"

... " : "

"

1997/01/25

(117.116)[69]."

"

"

1996/08/08

.

(109)[77].

" " .2.2.4.2

"Yerodia "

"Damien Vandermeersch " " " 2000

"Yerodia"

" Damien Vandermeersch "

1949/08/12

2000 17

" "

2002/02/14

"Ndo Mbasi Abdulaye " 2000/04/11

" : 3 13

" Yerodia "

" : 6 11 ."

2000/04/11

"

« L'émission et la diffusion du mandat d'arrêt violaient le droit international plus précisément l'immunité de juridiction pénale et l'inviolabilité dont jouissait le ministre des affaires étrangères », « la Belgique doit , par les moyens de son choix , mettre à néant le mandat en

question et en informer les autorités auprès desquelles ce mandat a été
[07].diffusé »

" " -1

" "

.2002/02/14

2001

" " -2

"Van Den Wyngaert " (Ad Hoc)

-3

" : -4

"

" :
... :

"
.

«Diverses conventions internationales tendant à la prévention et la répression de certains crimes graves ont mis à la charge des Etats des obligations de poursuite ou d'extradition, et leur ont fait par suite obligation d'étendre leur compétence juridictionnelle », « ...Ces immunités demeurent opposables devant les tribunaux d'un Etat étranger, même lorsque ces tribunaux exercent une telle compétence sur la base de ces conventions. » (817-791)[79]

" " " "

()

1949

1907

1949

1977

.!

.

:

.

!

)

" "

(

.

.

.

.

.(461)[52]

()

.1946

)

(

.

()

ONG

.

.

.(149-146)[89]

.

59

12 1951

.

.(257-256)[99]

.

.

"

"

.(115)[100]

.(188)[011]

.

:

:

.

1648 " "

1946

.

.(466)[52]

1986

1949

1996

.

.

.

.

.

.

.(467)[52]

.(459-430)[210]

1. "() " . (1985).
2. " " . (1987).
3. Moncef Kdhir , "Dictionnaire juridique de la Cour internationale de Justice", Bruylant, Bruxelles , 2eme édition,(2000).
4. "() " . (1999).
5. Essombe Edimo Joseph , " le droit d'ingérence humanitaire : une effectivité en mouvement", Revue Africaine de droit international et comparé ,(1993), n°05.
6. Fatma Zohra Ksentini née Ouhachi , " les procédés onusiennes de protection des droits de l'homme (recours et détours)", Publisud, Paris, (1994).
7. Karine Lescure , "Tribunal Pénal International Pour l'ex Yougoslavie", Montchrestien, Paris,(1994).
8. André Huet et Renée Koering Joulin , "Droit Pénal International", Presses Universitaire De France (Puf), Paris ,(2001).

Claude Lombois , "Droit pénal International" , Dalloz ,Paris, 2eme .9
édition ,(1979).

" " . 10
.(1992)

) " . 11
.(2001) "(

" " . 12
.40 (1984)

) " . 13
.(2001) "(

Marie Luce Pavia , "AMICUS CURIAE" Du Tribunal Pénal .14
pour l'ex Yougoslavie, in, "Tribunal pénal international de International
La Haye (le Droit à l'épreuve de la purification Ethnique" , L'Harmattan,
Paris ,(1994).

) " . 15
.(2000) "(

.38 .16

Cherif Bassiouni , " Introduction au droit pénal international", .17
Bruylant, Bruxelles ,(2002).

" () " . 18

"() " . 19
.(1999)

" " . 20
.(1973)

"() " . 21
.(1992)

" " . 22
.(1965)

Marcel Sinkondo , " Introduction au droit international public", Ellipses .23
,Paris,(1999).

Abdelwahab Biad , "Droit international humanitaire", Ellipses ,Paris, .24
(1999).

.25
" "
.(1998)

"() " .26
1984
.(1984)

www.icrc.org .27

.1987 24 92 (1969) .28

Dominique Careau , " Droit international", Pedone,Paris, 1ere edition, .29
(1986).

Pierre Marie Dupuy , " Droit International Public", Dalloz,Paris, 5eme .30
édition,(2000).

Alain Pellet , " La Responsabilité Des Dirigeants Pour Crime .31
International De l'état ",Colloque International Du 5.02.2001 Organisé Par
Sos Attentat,Non publié , Paris(2002).

. .32

.1995

" " . .33
(2002)

www.trial.org .34

Louis Joinet , " Lutter contre l'impunité (dix question pour comprendre .35
et pour agir) ",La Découverte,Paris,(2002).

27 03 " " . .36
(2003)

.1993/05/27 827 .37

.1994/11/08 955 .38

Karine Lescure et Florance Trintgnac , "Une justice internationale pour .39
l'ex Yougoslavie(Mode d'emploi de tribunal pénal international de La
Haye", L'Harmatan, Paris, (1994).

www.ridi.org .40

www.un.org .41

www.fidh.org .42

Rapport du comité préparatoire pour la création d'une Cour criminelle .43
internationale A/Conf.183/2/ADD.1 14/04/1998.

"() " . .44
.(1992)

.51 .45

" . .46
.(1997) "

www.tpiy.org .47

Olivier Corten et Pierre Klein , " Droit d'ingérence ou obligation de .48
réaction ?" , Bruylant, Bruxelles, 2eme édition, (1996).

.31 (1998) 17 .49

(1923) 227 .50

3453 1998 955 07
.06 1998/11/08

/ 9 .51

.1 (1948)

Stephane Bourdon , La répression pénale internationale : l'expérience .52
des tribunaux ad hoc , in " un siècle de droit internationale
humanitaire "(centenaire des conventions de La Haye –cinquantième des
conventions de Genève), éditions Bruylant, Bruxelles ,(2001).

Catherine D'Haillecourt ," Nouvel ordre mondial et droit de .53
l'homme : la guerre du golfe" , Publisud ,Paris,(1993).

Michel Masse , Crime contre l'humanité et droit international , in, " le .54
crime contre l'humanité " , Eres, France ,(1996).

Marie Claude Roberge ," Compétence des tribunaux ad hoc pour l'ex .55
Yougoslavie et le Rwanda concernant les crimes contre l'humanité et le
crime de génocide". Revue internationale de la Croix Rouge,
(1997),n°828.

" " . 56
(2002/2001)

Rapport de groupe de travail sur les éléments de crimes . doc. 57
onupcncc WGEC / 1.1 /.2000 add.1(2 juin 2000).

William Bourdon et Emmanuelle Duverger ,"La Cour Pénale .58
Internationale", Seuil, Paris, (2000).

www.unesco.org .59

" " . 60
(1990)

www.stratisc.org .61

N'guyen Quoc Dinh, Daillier Patrick et Pellet Alain, " Droit .62
international public" , LGDJ, (1987), 3eme édition .

) " . .63
.(2001) "(

Michel Virally , " Le droit international au service de la paix , de la .64
justice et du développement" , Pedone, Paris, (1991).

Pierre Michel Eisemann, Vincent Cousirat-Coustere et Paul Hur , " Petit .65
manuel de la jurisprudence de la Cour internationale de Justice", Pedone
, Paris, 4eme édition, (1986).

Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances de la Cour .66
international de Justice.

juge Kreca, opinion dissidente, recueil CIJ, 1996. .67

" . .68

)

19

"1993/14/08 (.
(1995)

Maurice Kamto, Responsabilité de l'Etat et responsabilité de l'individu .69
pour crime de génocide ? Quel mécanisme de mise en œuvre ?, in,
"génocide(s)" , Bruylant , Bruxelles, (1999).

Yves Petit , " Droit international du maintien de la paix", Eja, Paris .70
, (2000) .

Report of the ad hoc committee on the establishment of an international criminal Court (ca /50/639 et corr.1) 18/12/1995. .72

Mario Bettati , "Droit humanitaire", Seuil , Paris, mars (2000). .73

Vincent Chetail , "The contribution of the international Court of justice to international humanitarian law", Revue internationale de de la Croix Rouge, (2003), volume 85, n° 850. .74

Eric David , "Principes de droit des conflits armés" , Bruylant ,Bruxelles, (1994). .75

" .76

"

.316 (2003)

Theodor Meron," classification of armed conflict, in former Yugoslavia: Nicaragua's case" , American journal of international law, (1998), volume92, n°2. .77

Michel Cyr Djiend Wembon et Daouda Fall , " Droit international humanitaire :theorie générale et réalité Africaine",l'Harmatan, Paris, (2000). .78

Abdelwahab Biad , l'apport au droit international humanitaire de l'avis de la CIJ sur la licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaire ,in," un siècle de droit international humanitaire" , Bruylant, Bruxelles,(2001). .79

Manfred Mohr , "avis consultatif de la Cour international de Justice sur la licéité de l'emploi d'armes nucléaire , quelques réflexions sur ses points .80

forts et ses points faibles", Revue internationale de la Croix Rouge, (1997), n°823.

Cour internationale de Justice, Communiqué de presse 2004 / 28, .81
Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé. avis consultatif.

André Oraison, " L'influence des forces doctrinales académiques sur .82
CIJ ", Revue Belge de droit les prononces de la CPJI et de la international, (1999), n°01.

Gilbert Guillaume , Le juge international et la codification, in, "la .83
codification du droit international", (colloque d'Aix en Provence)
, Pedone, Paris, (1999).

www.idi-dfi.org .84

Yves Daudet, "Travaux de la commission du droit international", .85
Annuaire Français de droit international, (1998).

. 2001/10/12 55 55/33 .86

Annuaire de L'institut de droit international, session de Berlin, (1999), .87
volume 682.

www.revue-df.org .88

) " .89

"(

.(1993)

Djamchid Moumtaz , "L'intervention d'humanité de l'OTAN au Kosovo et la règle du non recours à la force", Revue internationale de la Croix Rouge, mars(2000), volume, 82, n°837.

" . 91

.(2003) "

Yves Daudet , " travaux de la commission du droit international ", 92
Annuaire Français de droit international,(1998).

Laurence Burgorgue-Larsen , le génocide ignoré Du Timor Orientale, 93
in, "génocide(s)" , Bruylant, Bruxelles,(1999).

" " . 94

.(1995) 13 01

Eric David , "Avis de la Cour internationale de Justice de l'emploi de 95
l'arme nucléaire", Revue internationale de la Croix Rouge, (1997), n°823.

" . 96

"1996/08/08

.(2002-2001)

Marco Sassoli , " L'arrêt Yerodia ; quelques remarques sur une affaire 97
au point de collision entre les deux couches du droit international", Revue
générale de droit international public, tome106, n°04,(2002).

" : " . 98

.149 (1994)

" " . 99

.(2002)

Mohammed Bedjaoui , " nouvel ordre mondial et control de la légalité .100
des actes du conseil de sécurité", Bruylant, Bruxelles, ,1990.

Annuaire de la commission du droit internationale, volume1. .101

" " .
.(2000)

